

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

CCATP N° 2025_SML-PBP_205-01

Pouvoir adjudicateur

Ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de la Mer (DEALM) de Mayotte

Objet du marché

Maintenance préventive de 16 balises flottantes des chenaux de Mayotte

Remise des offres

Date limite de réception : le 13 juin 2025 à 12h00 (heure de Mayotte)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	4
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	6
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	6
1-8. Dispositions générales.....	6
1-9. Ordres de service.....	9
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	9
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES....	9
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	9
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	9
3-3. Variation dans les prix.....	11
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	11
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	12
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	12
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	12
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	12
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	13
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	13
5-1. Retenue de garantie.....	13
5-2. Avances.....	13
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET	

PRODUITS.....	14
ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	14
7-1. Période de préparation.....	14
7-2. Programme d'exécution.....	14
7-3. Conditions d'exécution.....	14
7-4. Conditions d'intervention.....	16
7-5. Formation.....	17
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	17
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	17
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	17
8-2. Admission.....	17
8-3. Garantie(s).....	18
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	18
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	19
10-1. SIGNALISATION MARITIMES.....	19
10-2. Contenu de la prestation.....	19
10-3. Capacités du prestataire	19
10-4. Point particuliers	20
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	20
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	20
ANNEXE A et B (localisation et type de balise)	

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché, normes, procédure de passation et forme du marché

1-1.1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

- la maintenance préventive de 16 balises flottantes des chenaux de Mayotte (1 BFI (2500.2 STD) ; 2 JET 2500 ; 13 JET 5000 de la société Mobilis). L'ensemble du parc doit faire l'objet des opérations de maintenance selon une période fixée à deux ans, soit la moitié chaque année.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- les prestations sont réparties sur le lagon de l'île de Mayotte .

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans l'annexe technique.

1-1.2. Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une **procédure adaptée** passé en application des articles L.2123-1.1° et R.2123-1.1° du CCP, selon les règles applicables aux articles R.2123-4 et R.2123-5 du même Code.

1-1.3. Forme du marché

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du CCP. Il se réfère au CCAG/FCS applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et paru au JO de la RF le 1^{er} avril 2021. Le marché est conclu sous la forme d'un marché global et forfaitaire

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il

entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions ou informations et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG-FCS) ;

b) Réception, en cas de prolongation du délai d'exécution, de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG-FCS) ;

c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG-FCS).

2. Le chef de subdivision, de parc, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG-FCS) ;

b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG-FCS) ;

c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG-FCS).

1-2.2. Forme de notifications et informations

Les décisions ou informations qui font courir un délai, sont notifiées au titulaire suivant les modalités de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-FCS. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir

adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG-FCS sont applicables.

1-4. Passation des commandes

Sans objet.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion

1-6.1. Mesures de sécurité

Sans objet.

1-6.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

1-6.3. Obligation de discrétion

Sans objet.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG-FCS.

1-8.3. Assurances

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions relatives aux assurances prévues à l'article 9 du CCAG.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à la condition expresse d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

- Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit, dans ladite offre, fournir, conformément à l'article R. 2193-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au Code de la commande publique, une déclaration mentionnant ;

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet du contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration de sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1er du titre IV du décret n° 2028-1075 du 3 décembre 2018 relatif au Code de la commande publique.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

- Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au Code de la commande publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

1-8.6.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.6.2. Clauses environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision écrite du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-FCS.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché - seuls faisant foi les exemplaires originaux uniques conservés dans les locaux de l'administration, CCAG/FCS excepté - sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement du marché (AE) ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et paru au JO du 1^{er} avril 2021.
- le mémoire technique du titulaire du marché.

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces constitutives dont la liste déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS, prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché ne comporte que la copie de l'acte d'engagement (AE), ses annexes et, le cas échéant, les documents de mise au point des composantes du marché.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG-FCS sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Le titulaire est tenu d'aviser le pouvoir adjudicateur de la date probable à laquelle le montant des prestations atteindra le montant du marché. Il ne pourra exécuter aucune prestation au-delà de ce

montant sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles *11 et 12* du CCAG-FCS. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

A – Facturation sous forme électronique

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

Les entreprises, non encore soumises au caractère obligatoire de la transmission dématérialisée pourront cependant y adhérer volontairement par anticipation via le portail Chorus Pro. Ce choix est définitif pour toute la durée d'exécution du marché.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Forme des prix

En application de l'article R. 2112-6 du CCP, les prix des prestations faisant l'objet du présent marché sont des prix forfaitaires hors TVA appliqués aux prestations réellement exécutées.

En l'absence de décision, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

Le prix forfaitaire est indiqué dans l'acte d'engagement et rémunère les prestations figurant dans le bordereau des prix / Décomposition du prix global forfaitaire.

Les prix sont définitifs et fermes en application des articles R. 2112-7 à R. 2112-11 du CCP.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2112-11 du CCP, Lorsqu'un marché est conclu à prix ferme en application de l'article R. 2112-10, ses clauses précisent :

- Que ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire ou le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.
- Que l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCATP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

Sans objet.

3-3.4. Modalités de variation des prix

Sans objet.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

La TVA ne s'applique pas à Mayotte, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG-FCS sont seules applicables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention

Sans objet.

4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

Sans objet.

4-3.3. Pénalité pour indisponibilité

Sans objet.

4-3.4. Pénalité pour non remise en état des lieux

Sans objet.

4-3.5. Retenue pour non remise de documentation

Sans objet.

4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par la personne publique.

Sans objet.

4-3.8. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.9. Autres pénalités diverses

Sans objet.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Selon l'article R.2191-3 du CCP, l'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions de l'article R.2191-7 du CCP, résultant du décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022, à 20 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Conformément à l'article R.2193-19 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. En application de l'article R.2193-20 du CCP, le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

En application de l'article R.2191-11 du CCP, résultant du décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Conformément à l'article R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Période de préparation

Il n'est pas fixé de période de préparation.

7-2. Programme d'exécution

Sans objet.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

Sans objet.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B - Stockage, emballage, et transport

Toutes fournitures (sauf accord particulier) est à la charge de l'unité phares et balises - polmar de la DEALM. Celles-ci pourront, moyennant un suivi, être stockées chez le prestataire pour faciliter les manutentions ;

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Sans objet.

7-3.5. Maintien des communications

Sans objet.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les meubles vestiaires ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...) ;

7-3.7. Mise à disposition de matériels par la personne publique.

Sans objet.

7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

A - Prise en charge des installations

Le titulaire déclare avoir pris connaissance du dossier descriptif technique des installations et des conditions particulières de leur maintenance depuis la mise en service des équipements.

B - Restitution des installations

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien ou de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné ou de tout expert retenu par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire accepte pendant les 3 derniers mois de son marché la présence éventuelle du nouveau titulaire sans rémunération supplémentaire.

C - Prise en charge et restitution de la documentation des installations

Pour la prise en charge des documents un inventaire des notices et des documents remis au titulaire est effectué par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à restituer, en fin d'exécution du marché, toute la documentation remise lors de la signature du marché.

Un procès-verbal contradictoire constate l'état du dossier restitué.

Tous les frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution sont à la charge du titulaire.

7-3.9. Documentation technique

Sans objet.

7-3.10. Revendications des tiers

Sans objet.

7-4. Conditions d'intervention

7-4.1. Nature des interventions

- Nettoyage par jetting de la ligne de mouillage et de la bouée (œuvres vives et œuvres mortes)
- Contrôle des diamètres résiduels de la ligne de mouillage et des éléments de liaison (Organeaux, manilles, émerillons) ;
- Contrôle du positionnement du corps mort et mise au clair de la ligne de mouillage si nécessaire ;
- Remplacement éventuel des éléments défectueux (taux de perte > 40%)
- Contrôle de la protection cathodique et remplacement des anodes selon appréciation ;
- Contrôle de l'usure des queues de bouées et de la liaison entre les queues et les charpentes de bouées ;
- Remplacement éventuel d'éléments techniques ;
- Fourniture d'un compte rendu de mission avec photos et plans détaillés des balises à l'issue de chaque campagne avec les travaux, les mesures effectués et les préconisations pour les prochaines campagnes.

7-4.2. Initiatives

L'ensemble du parc doit faire l'objet des opérations de maintenance selon une période fixée à deux ans, soit la moitié chaque année.

7-4.3. Période

La période d'intervention s'étend de huit heures à dix-huit heures, du lundi au samedi, jours fériés exclus.

7-4.4. Délai d'intervention

Sans objet.

7-4.5. Durée d'intervention

Sans objet.

7-4.6. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

Sans objet.

7-4.7. Documents à établir après intervention

Le titulaire est tenu de fournir, sous format électronique et papier, un compte-rendu à l'issue de chaque intervention.

7-5. Formation

Sans objet.

7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Le titulaire est tenu de respecter toutes les règles en vigueur relatives à l'hygiène et à la sécurité au travail.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

Sans objet.

8-2. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG-FCS, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais

et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG-FCS.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

10-1. Établissements de signalisation maritime (balises) à traiter :

Les établissements de signalisation maritime à traiter la première année sont les suivants:

- M'zamboro Tribord (Jet 5000) ;
- M'zamboro Bâbord (jet 5000) ;
- Caribou (Jet 5000) ;
- Surprise (Jet 5000) ;
- Chaloupe (Jet 5000) ;
- Nord Jumeaux (Jet 5000) ;
- Sud Jumeaux (Jet 5000) ;
- Bouée Île Blanche (Jet 2500).

(localisation et type de balise en annexe A et B)

Les établissements de signalisation maritime à traiter la deuxième année sont les suivants:

- Zissioi Bâbord (Jet 5000) ;
- Zissioi Tribord (Jet 5000) ;
- Banc de Sable (Jet 5000) ;
- Croisière (Jet 2500) ;
- Kongo Bâbord (Jet 5000) ;
- Kongo Cardinale Nord (Jet 5000) ;
- Laminioir (Jet 5000) ;
- Prévoyante (BFI).

(localisation et type de balise en annexe A et B).

10-2. Contenu de la prestation

- Nettoyage par jetting de la ligne de mouillage et de la bouée (œuvres vives et œuvres mortes)
- Contrôle des diamètres résiduels de la ligne de mouillage et des éléments de liaison (Organeaux, manilles, émerillons) ;
- Contrôle du positionnement du corps mort et mise au clair de la ligne de mouillage si nécessaire ;
- Remplacement éventuel des éléments défectueux (taux de perte > 40%)
- Contrôle de la protection cathodique et remplacement des anodes selon appréciation ;
- Contrôle de l'usure des queues de bouées et de la liaison entre les queues et les charpentes de bouées ;
- Remplacement éventuel d'éléments techniques ;
- Fourniture d'un compte rendu de mission avec photos et plans détaillés des balises à l'issue de chaque campagne avec les travaux, les mesures effectuées et les préconisations pour les prochaines campagnes.

10-3. Capacités du prestataire

- Justifier d'une expérience significative dans le domaine du balisage maritime ;
- Interventions conduites à partir d'un support classé en navire de charge équipé d'un bras de levage afin d'assurer la manutention de la bouée à traiter;
- Capacité à embarquer un représentant du maître d'ouvrage ;
- Opérations hyperbares conduites conformément à la réglementation nationale en vigueur. L'ensemble du personnel chargé de la conduite des navires devra être titulaire au minimum du brevet de capitaine 200. Le personnel intervenant devra avoir validé une formation de base à la sécurité (CFBS), de Médical 2 (STCW) ou de secouriste. Les plongeurs devront être titulaires au 1er janvier 2023 d'un certificat d'aptitude aux travaux en milieu hyperbare validé par l'Institut National de la Plongée Professionnelle (INPP);
- Procédures établies en matière de prévention des accidents. Le prestataire doit être en mesure de présenter au maître d'ouvrage un Document Unique de Prévention (DUP).

10-4. Points particuliers

- Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'assister occasionnellement aux opérations de maintenance.
- Toutes fournitures (sauf accord particulier) est à la charge de l'unité Phares et Balises - Polmar de la DEALM. Celles-ci pourront, moyennant un suivi, être stockées chez le prestataire pour faciliter les manutentions ;

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCATP 2	déroge aux articles	4.1 et 4.2.1 du CCAG-FCS
CCATP 3-3	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG-FCS
CCATP 4-2.1	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG-FCS
CCATP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG-FCS
CCATP 9 alinéa 3	déroge à l'article	41.2 du CCAG-FCS

b) CCTG et CPC travaux publics**c) Normes françaises homologuées****d) Autres normes**